

[Traduction]

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je dirai au député que la présidence a déjà tranché la question du rappel au Règlement, et qu'elle a donné la parole au député de Don Valley.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, il est difficile de parler de ce bill aujourd'hui après une pareille diatribe. Mais à toute chose malheur est bon: elle fera comprendre aux Canadiens l'importance de ce débat qui déborde largement le cadre d'une simple motion de voies et moyens.

L'action du gouvernement, les déclarations de ce monsieur qui vient de quelque part en Saskatchewan, Assiniboia . . .

M. Benjamin: Nous n'avons pas lieu de nous féliciter de lui.

M. Gillies: . . . montre qu'il ne comprend rien au Canada, ni au Parlement, ni à la division des pouvoirs assurée par la Constitution, ni à la démocratie. Il ne comprend pas qu'on puisse ne pas être d'accord, entre gens raisonnables, sans pour autant chercher la ruine du pays. Qu'on peut diverger d'opinions à la Chambre sans avoir à s'insulter.

Il fut un temps où la population du Canada croyait que le gouvernement fédéral dirigé par le premier ministre (M. Trudeau) et par le ministre des Finances (M. Chrétien) était en mesure de régler les problèmes nationaux. Mais ce débat qui dure depuis deux semaines a montré à l'évidence, à la grande majorité des Canadiens, que le premier ministre, le ministre des Finances, et plus généralement les libéraux ont perdu contact avec le Québec. Ils ne comprennent pas ses problèmes ni ses aspirations, ils sont mal équipés pour s'attaquer au plus important problème qui se soit posé à nous depuis la Confédération, celui de savoir si le pays va éclater ou pas.

La voie adoptée récemment par le ministre des Finances montre bien que le gouvernement n'entend rien à la Confédération. En ce qui concerne la taxe de vente, il est bien évident qu'elle relève des provinces mais le gouvernement fédéral n'a eu aucune hésitation à empiéter sur la compétence provinciale. Lorsque le ministre des Finances dit qu'il y a eu accord sur ses mesures, cela est une fausseté patente. Il n'a pas obtenu d'accord; il a eu des consultations mais il n'a pas obtenu d'accord. Il est incompréhensible que le premier ministre et le ministre des Finances aient été assez naïfs pour aller de l'avant, dans ces conditions.

Avec tous les problèmes qui se posent à nous, avec toutes les tensions qui se manifestent dans la Confédération, avec tout ce que nous essayons de faire tous ensemble, pour essayer de maintenir l'unité du pays, et nous spécialement du parti progressiste-conservateur, qu'est-ce qui a bien pu pousser le ministre des Finances à agir comme il l'a fait dans son budget à propos de la taxe de vente? On cherchera longtemps une explication, monsieur l'Orateur. Que peut-elle être? A-t-il fui le Québec pour faire carrière au gouvernement fédéral depuis si longtemps qu'il ne comprend plus les aspirations des Québécois? Il est certain que s'il avait tiré une leçon de l'histoire de la dissidence depuis 20 ans sur le continent américain et même dans le monde entier, il saurait que les gouvernements doivent apprendre à négocier avec les dissidents. Il devrait savoir qu'en

Impôt sur le revenu—Loi

procédant de cette manière, il exacerbait encore plus la tendance séparatiste qui menace le pays.

M. Baker (Grenville-Carleton): Peut-être est-ce la raison pour laquelle il a agi ainsi.

M. Gillies: Je ne prétends pas, comme l'a fait le député d'Assiniboia, que le ministre des Finances essaie de provoquer une explosion séparatiste au Canada. Je ne le crois pas. Je crois qu'il est scandaleux qu'on dise pareille chose d'un député. Néanmoins, il n'est plus permis de douter que l'ignorance en matière de règlement de la dissidence a poussé le ministre des Finances et le premier ministre à favoriser la cause du séparatisme au Canada. Ils ont agi ainsi parce qu'ils n'ont pas compris la cause du problème.

Il est inacceptable que le ministre des Finances ait fait une incursion dans un domaine de juridiction provinciale alors que le ministre des Finances du Québec lui avait dit de ne pas se mêler d'une question qui ne regarde que le Québec. C'était une erreur. MM. Parizeau et Lévesque n'ont pas caché leurs intentions politiques: ils veulent que le Québec se sépare du Canada. Ce n'est un secret pour personne, c'est le but qu'ils se sont fixé. La raison pour laquelle ils veulent l'indépendance du Québec, c'est que la confédération est un système inefficace. Et elle est inefficace parce que le gouvernement fédéral empiète trop dans des domaines de juridiction provinciale. Et pourquoi un ministre des Finances irait-il se mêler encore une fois des questions du ressort des provinces? Cela n'a pas de sens, c'est inexplicable.

● (1542)

Une voix: Vous ne connaissez pas la politique du Parti Québécois.

M. Gillies: Je connais très bien la politique du Parti québécois. Elle est très simple.

Des voix: Oh, oh!

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre! Le député de Don Valley a la parole. Il va la garder longtemps si ces interruptions se poursuivent. Tous les députés auront leur tour.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour connaître la politique du Parti québécois. La politique des membres du Parti québécois est de faire sortir le Québec de la Confédération. Qui pourrait dire le contraire? C'est leur objectif et ils l'ont dit carrément. Les députés ne comprennent-ils pas que c'est cela qu'ils veulent? Ils l'ont dit et ont essayé de le faire à plusieurs reprises. Ils veulent que le Canada se sépare. Les entretiens que j'ai eus avec les membres du Parti québécois me l'ont appris avant que je ne devienne député, et aujourd'hui j'en suis certain. Ils veulent rompre l'unité canadienne, tandis que moi je veux la maintenir. Je pense qu'il vaut mieux que le pays soit uni que séparé. Je suis désolé mais il me semble très clair que la décision du ministre des Finances n'a fait qu'envenimer le conflit entre les habitants de la province de Québec et le reste du pays. Son initiative a été désastreuse. D'ailleurs la province de Québec tout entière a été de cet avis puisque tous les membres de l'Assemblée nationale ont voté contre les décisions prises à Ottawa . . .